

**Séance ordinaire du
mardi 10 octobre 2023**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le dix octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Organismes Extérieurs - SPL TaM - Augmentation de capital - Participation -
Modification statutaire - Autorisation accordée au représentant de la Ville de
Montpellier - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La société TaM s'attache à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats, tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire et de la crise énergétique.

L'année 2022 a été marquée par la transformation de la forme juridique de la société qui a vu son statut évoluer de Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) à Société Publique Locale (SPL).

Le capital social à hauteur de 4 286 K€ est détenu par Montpellier Méditerranée Métropole (68.63%) qui est représentée par 5 élus au sein du Conseil d'Administration, aux côtés de la Ville de Montpellier (31.08%) avec 2 représentants dont le Président de la société Laurent NISON, et la ville de Pérols (0.29%) avec 1 représentant.

Par délibération n°V2022-245 du Conseil municipal, en date du 28 juin 2022, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL TaM aux côtés du représentant suivant siégeant au conseil d'administration : Manu REYNAUD.

Depuis l'année 2020, la conjugaison de plusieurs facteurs, dont la crise sanitaire, les changements d'usage et la crise économique et énergétique, ont eu un impact significatif sur les comptes de la SPL TaM. Ainsi, l'Assemblée Générale de la société en date du 28 juin 2023 a récemment approuvé les comptes 2022. Le résultat net comptable 2022 s'établit à -8 732 K€, se cumulant aux résultats antérieurs. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 20,8 M€ soit 17% du total du bilan. Ils sont composés du capital social de 4.3 M€, des subventions d'investissement de 25.8 M€ et d'un report à nouveau de -10 M€.

Pour faire face à ce contexte sanitaire ainsi qu'à la crise énergétique et économique mondiale, Montpellier Méditerranée Métropole a versé une indemnisation forfaitaire exceptionnelle d'imprévision sur l'année 2020 de 7 480 K€ (6 800 K€ pour TaM et 680 K€ pour T3M) ; sur l'année 2021 de 450 K€ uniquement pour T3M et sur l'année 2023 de 15 M€ uniquement pour TaM. Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont également apporté leur soutien par un versement exceptionnel de 1 500 000 € chacune sous forme d'apport en compte courant auprès de la SPL TaM fin 2022.

En parallèle, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place et compensé intégralement la gratuité des transports publics pour les résidents de la Métropole en 3 phases :

- La phase 1, à compter de septembre 2020 pour les week-end, compensée à hauteur de 650 K€ TTC en 2020 (584 K€ TaM, 21 K€ T3M), 2 937 K€ TTC en 2021 (2 818 K€ TaM, 119 K€ T3M), 3 308 K€ TTC en 2022 (3 170 K€ TaM, 139 K€ T3M) ;
- La phase 2, à compter de septembre 2021 pour les métropolitains de plus de 65 ans et les jeunes de moins de 18 ans, compensée à hauteur de 3 085 K€ TTC en 2021 (2 960 K€ TaM, 125 K€ T3M), 7 427 K€ TTC en 2022 (7 115 K€ TaM, 312 K€ T3M) ;
- La phase 3 avec la gratuité totale pour les résidents de la Métropole fait l'objet d'une compensation dans le cadre de l'avenant n°11 présenté au Conseil de Métropole du 3 octobre 2023.

Dans ce contexte de fragilité économique où l'incertitude demeure sur la progression de l'inflation, des taux d'intérêt et des prix de l'énergie qui vont continuer à impacter le budget prévisionnel 2023 adopté par le Conseil d'Administration du 23 mars dernier, une augmentation de capital est proposée afin de donner à la SPL TaM un filet de sécurité face aux éléments exogènes auxquels elle doit faire face. Cette augmentation de capital, qui permet ainsi de consolider les capitaux propres de la société, est sans impact sur le compte de résultat de TaM, dont l'activité Transport est traitée dans le cadre de l'avenant 11 de la Délégation de service public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil d'Administration de la SPL TaM en sa séance du 26 septembre 2023, a ainsi décidé la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital par émission de 88 000 actions nouvelles, à libérer en numéraire ou par compensation de créances liquides ou exigibles, à hauteur de 11 000 000 €. A terme et dans le délai de souscription prévu, le montant du capital social sera porté de 4 286 000 € à 15 286 000 €.

Par application des dispositions de l'article L.225-132 du Code de commerce, la souscription aux actions nouvelles est réservée par préférence aux propriétaires des 34 288 actions anciennes.

En conséquence, les propriétaires de ces actions ont sur les actions nouvelles à émettre un droit de souscription irréductible qui s'exerce à raison de 2,5664956 actions nouvelles pour 1 action ancienne. Chaque actionnaire peut, s'il le désire, conformément aux dispositions de l'article L.225-132 du Code de commerce, renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, avec ou sans indication de bénéficiaire.

La Ville de Montpellier, en tant qu'actionnaire a donc un droit préférentiel de souscription de 27 348 actions nouvelles d'une valeur de 125 € chacune, soit une valeur globale de 3 418 572 €. Il est proposé au Conseil de souscrire à l'augmentation de capital afin de maintenir la quotité de participation de la Ville de Montpellier au sein du capital de la SPL TaM, soit 31.40% avec l'acquisition de 27 744 actions dont 27 348 actions à titre irréductible et 396 actions à titre réductible. La Ville de Montpellier conservera 2 sièges au sein du Conseil d'Administration de la SPL TaM.

La souscription de la Ville de Montpellier sera libérée à hauteur de 3 468 000 € par :

- L'apport en numéraire de la somme de 1 968 000 € sur le compte courant de la SPL TaM ;
- La compensation de sa créance exigible sur la société constituée par son avance en compte courant de 1 500 000 €.

A l'issue de l'opération, la nouvelle répartition du capital social serait la suivante :

Actionnaires	Capital initial			Augmentation		Nouveau capital			Nbre de sièges au CA
	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital	Nombre d'actions détenues	Capital	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital	
Montpellier Méditerranée Métropole	23 532	2 941 500	68.63%	60 000	7 500 000	83 532	10 441 500	68.31%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.08%	27 744	3 468 000	38 400	4 800 000	31.40%	2
Ville de Pérols	100	12 500	0.29%	256	32 000	356	44 500	0.29%	1
TOTAL	34 288	4 286 000	100%	88 000	11 000 000	122 288	15 286 000	100%	8

La répartition des sièges au Conseil d'administration, proportionnelle au capital détenu restant inchangée par ailleurs.

L'augmentation de capital implique une modification dans la composition du capital social. Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes actionnaires telle que prévu à l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui s'applique également aux SPL et qui dispose : *« a peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

Il est ainsi proposé de modifier l'article 6 des statuts, relatif au montant du capital social pour le porter à hauteur de 15 286 000 €, divisé en 122 288 actions de 125 € chacune. Par ailleurs il est proposé de procéder à la mise à jour de l'article 14 des statuts afin d'intégrer la composition du conseil d'administration incluant la représentation de la Ville de Pérols en tant qu'actionnaire de la SPL depuis la fin de l'année 2022, selon le nombre de sièges indiqué dans le tableau ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'augmentation de capital de la SPL TAM à hauteur de 11 000 000 € par émission de 88 000 actions nouvelles de 125 € en valeur nominale ;
- D'approuver la souscription de la Ville de Montpellier à l'augmentation de capital social de la SPL TaM à hauteur de 15 744 actions nouvelles à 125 € chacune soit 1 968 000 € ;
- D'autoriser la transformation de l'avance en compte courant de la Ville de Montpellier en capital à hauteur de 1 500 000 € conformément à l'article L.1522-4 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les modifications statutaires relatives à l'article 6 et à l'article 14 des statuts constatant la modification du capital social, et la composition du conseil d'administration ;
- D'autoriser son représentant aux assemblées générales, Monsieur Laurent NISON, à voter en faveur de l'augmentation de capital ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD.

**Fait à Montpellier, le 17 octobre
2023**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CA à ville de Montpellier.pdf
- Rapport du représentant Ville au CA à Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231010-248721-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/10/23
Réception en Préfecture : 17/10/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.